

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Etabli en application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

**« Accord-cadre à bons de commande pour la mise en place de
formations en matière de management »**

Accord-cadre n°2025.20

Le présent CCAP comporte 17 feuillets numérotés.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	1
ARTICLE 2 : FORME ET COMPOSITION DU MARCHE	1
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	2
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE	2
ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D’OEUVRE	2
ARTICLE 6 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE	3
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	3
ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	4
8.1. Obligation de confidentialité	4
8.2. Données à caractère personnel	4
ARTICLE 9 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	5
9.1. Considérations environnementales	5
9.2. Intégration des thématiques du handicap, de la diversité et de la lutte contre les violences sexuelles et sexiste dans les programmes de formation.....	5
9.3. Plan de progrès	6
ARTICLE 10 - CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE.....	7
10.1 Modalités de gestion des bons de commande	7
10.2. Conditions tenant aux intervenants.....	8
10.3 – Clause de dérogation au principe d’exclusivité de passation des bons de commande	8
10.4 – Clause de réexamen.....	9
10.4.1 – Modalités de modification du plafond maximum de l’accord-cadre.....	9
10.4.2 – Modification du format de la formation.....	9
10.5 – Réalisation de prestations similaires.....	9
ARTICLE 11 - PRIX.....	10
11.1 Contenu de prix	10
11.2. Forme de prix.....	10
11.3. Révision de prix	10
11.4. Clause de substitution de l’indice prévu à l’article 11.3 du CCAP	11
11.5. Clause de sauvegarde.....	11
ARTICLE 12 - VÉRIFICATION ET ADMISSION	11
ARTICLE 13 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE.....	12

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS	12
ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT	13
15.1 - Facturation	13
15.2 – Présentation des factures	13
15.3 - Nantissement	15
15.4 - Cautionnement.....	15
15.5 – Paiements partiels définitifs.....	15
ARTICLE 16 - AVANCES.....	15
ARTICLE 17 – CHANGEMENT AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE	16
ARTICLE 18 - RÉILIATION.....	16
ARTICLE 19 LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	16
ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	16

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de préciser les conditions particulières exigées par l'Université Lille pour **la mise en place de formations en matière de management**.

ARTICLE 2 : FORME ET COMPOSITION DU MARCHE

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée portant sur des services spécifiques selon les dispositions des articles R.2123-1 3° et suivants du Code de la commande publique.

Il prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande **avec quantité minimale et maximale** conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique. Cet accord comprend une quantité minimale de 152 sessions et une quantité maximale 350 sessions.

Lot 1 : La posture managériale :

- Quantité minimale : 36 sessions
- Quantité maximale : 90 sessions

Lot 2 : Animer et accompagner son quotidien

- Quantité minimale : 44 sessions
- Quantité maximale : 90 sessions

Lot 3 : La prévention et gestion des risques psychosociaux (RPS)

- Quantité minimale : 24 sessions
- Quantité maximale : 50 sessions

Lot 4 : Le pilotage de l'activité et la conduite du changement :

- Quantité minimale : 32 sessions
- Quantité maximale : 70 sessions

Lot 5 : La conduite de projet en mode collaboratif :

- Quantité minimale : 16 sessions
- Quantité maximale : 50 sessions

A titre indicatif, une répartition des sessions d'action de formations par lot par an est présente dans le CCTP.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Conformément à l'article 4 du CCAG-PI, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes, complétés et signés, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seule foi en cas de litige,
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université Lille, fait seule foi en cas de litige,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-PI) de 2021

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Les conditions générales de vente qui seraient contraires aux dispositions du présent marché et à la réglementation des publics ne sont pas applicables.

L'offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). De même, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an reconductible tacitement 3 fois 1 an soit une durée totale maximale de 4 ans **à compter du 1^{er} janvier 2026.**

Il sera ensuite reconduit trois fois tacitement pour une période de même durée. Sa durée totale ne pourra excéder quatre (4) ans. En cas de non reconduction décidée par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en sera informé au moins quatre mois (4) avant la date anniversaire.

En cas de non-reconduction du marché à l'issue d'une ou plusieurs périodes d'exécution, les droits éventuels à indemnisation seront appréciés sur la base des engagements minimaux contractuels, recalculés au prorata de la durée effectivement exécutée.

A titre d'exemple, pour le lot 1, la quantité minimale est de 36 sessions pour 4 années : si le marché n'est pas reconduit après 2 années, le montant minimum indemnisable de l'accord-cadre sera de 18 sessions $((36 \div 4) \times 2)$.

ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE

Le titulaire remet :

- Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés (salarié envoyé à l'étranger pour effectuer un travail pendant une durée déterminée) et une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail.

- En cas de recours au prêt de main d'œuvre, le contrat de mise à disposition du ou des employés entre l'entreprise prêtant la main d'œuvre et l'entreprise bénéficiaire. Pour rappel, le prêt de main d'œuvre est un mécanisme à but non lucratif, en cas de violation de ce mécanisme, les entreprises s'exposent à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende (Article L8243-1 du Code du travail)
- Avant la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant ne pas employer des travailleurs étrangers ou la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail en précisant pour chaque salarié leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2 du Code du travail)

ARTICLE 6 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et l'article L141-6 du Code de l'éducation, le titulaire s'engage à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité et ce tout au long de la durée du contrat.

Il appartient au titulaire de faire respecter cette obligation durant toute la durée d'exécutions des prestations. Des contrôles inopinés pourront être réalisés par l'Université en sa qualité de pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces principes, le titulaire s'expose à des pénalités ainsi qu'à une résiliation pour faute.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Lors de la déclaration de sous-traitance, le titulaire doit remettre à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance (DC4) par voie électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception avec tous les renseignements demandés dans ce formulaire.

De plus, il est rappelé que, conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique, la sous-traitance ne peut porter sur l'intégralité des prestations du marché. En cas de doute sur la nature de la sous-traitance, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le contrat de sous-traitance établi entre le titulaire et le potentiel sous-traitant.

Le sous-traitant de 1^{er} rang a droit au paiement direct dès lors que le contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC (article 6 de la loi du 31 décembre 1975).

Le sous-traitant de 1^{er} rang déclare au titulaire ses propres sous-traitants.

Le titulaire doit s'assurer que le sous-traitant de 2nd rang répond à toutes les règles imposées au sous-traitant de 1^{er} rang.

La déclaration de sous-traitance de 2nd rang doit être également transmise à l'acheteur. Il est précisé que les sous-traitants de 2nd rang et ultérieurs sont exclus du paiement direct.

En matière de responsabilité, la sous-traitance se fait sous la responsabilité du titulaire ce qui veut dire qu'il demeure responsable de l'exécution du marché.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

8.1. Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-PI, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissances d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature revêtant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du service, à l'organisation fonctionnelle du service et du pouvoir adjudicateur, sont tenus par une obligation de moyen de confidentialité afin d'éviter que ces éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

En somme, le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent ou tout résultat, étude qui en seraient issus.

Il est précisé que les documents rendus publics ne sont pas assujettis au présent article.

Par ailleurs, l'obligation de confidentialité du titulaire s'étend également aux sous-traitants à sa charge. Il doit s'assurer du respect, par ses sous-traitants des dispositions relatives à l'obligation de confidentialité et du respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. De ce principe, le titulaire s'engage à faire figurer dans son contrat avec le sous-traitant une clause imposant à celui-ci les mêmes obligations que celles du présent marché.

8.2. Données à caractère personnel

Le pouvoir adjudicateur, en tant que responsable du traitement, et le titulaire, en tant que sous-traitant, s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, « RGPD »), ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage, dans la mesure où il stockerait des données, à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la sécurité des données à caractère personnel, notamment :

- Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement.
- Rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.
- Tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En cas de violation de données à caractère personnel, le titulaire doit notifier cette violation au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais et **au plus tard 72 heures après en avoir pris connaissance**. Cette notification doit inclure une description de la nature de la violation, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées, ainsi que les mesures prises pour remédier à la violation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute. De plus, des pénalités peuvent être appliquées conformément à l'article 9 du CCAP.

Cette clause vise à garantir que toutes les parties impliquées dans le marché public respectent les obligations légales en matière de protection des données personnelles, tout en prévoyant des mesures de sécurité adéquates et des sanctions en cas de non-respect.

ARTICLE 9 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

9.1. Considérations environnementales

Le présent marché comporte des prescriptions environnementales.

*Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : **le titulaire s'engage à privilégier des papiers recyclés ou 70/75g lors de la fourniture de la documentation remise aux apprenants.***

Par ailleurs, afin de limiter l'impact environnemental dû aux déplacements professionnels, le titulaire s'engage à éviter dans la mesure du possible pour ses formateurs les déplacements par voie aérienne.

9.2. Intégration des thématiques du handicap, de la diversité et de la lutte contre les violences sexuelles et sexiste dans les programmes de formation

Dans le cadre de sa politique en faveur de l'inclusion, de l'égalité et de la prévention des discriminations, le pouvoir adjudicateur impose aux titulaires du présent marché l'intégration systématique des thématiques suivantes dans l'ensemble des actions de formation réalisées au titre du marché :

La prévention des violences sexuelles et sexistes :

Les formations devront également permettre de sensibiliser aux comportements sexistes et sexuels, notamment comprendre les mécanismes des violences sexistes et sexuelles en milieu professionnel, les obligations légales et réglementaires des employeurs et des managers, la promotion d'un environnement de travail respectueux et inclusif, ainsi que les modalités de signalement et de traitement des situations à risques.

Modalités de mise en œuvre :

Les candidats devront préciser dans leur offre la manière dont cette sensibilisation sera amenée dans les contenus pédagogiques, quel que soit le thème principal de l'action de formation managériale.

L'évaluation des offres prendra en compte la qualité et la pertinence de l'intégration de ces deux thématiques.

9.3. Plan de progrès

9.3.1 – Objectifs du plan de progrès

Les parties s'engagent, dans le cadre de la présente convention, à inscrire leurs relations contractuelles dans une démarche d'amélioration continue des prestations, notamment sur le plan environnemental.

À ce titre, elles conviennent de collaborer à l'élaboration d'un plan de progrès, qui devra être formalisé d'un commun accord dans un délai de 1 an suivant la date d'effet du présent accord-cadre.

Ce plan de progrès portera notamment sur les axes suivants :

- Améliorer l'adaptation des formations selon la satisfaction des usagers (temps d'écoute, ...)
- Améliorer la satisfaction des usagers

Ces axes ne sont pas exhaustifs et seront complétées lors de l'élaboration du plan de progrès.

Les parties se réservent la possibilité de compléter ou d'adapter lesdits axes dans le cadre de l'élaboration ou de la mise à jour du plan de progrès, d'un commun accord et en cohérence avec les objectifs de développement durable et économique poursuivis par la présente convention.

9.3.2 – Conditions de mise en œuvre du plan de progrès

La démarche de l'élaboration du plan de progrès est initiée par le titulaire à la date d'anniversaire du marché. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours qu'il a pu avoir auprès des différents usagers et de son expérience annuelle en tant que titulaire. Sur cette base, les parties engagent une discussion afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir chaque année un bilan du plan de progrès élaboré mutuellement. Ce bilan détaille notamment

les actions menées pour satisfaire aux objectifs de ce plan, les résultats escomptés, les difficultés rencontrées et, le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

9.3.3 – Contenu du plan de progrès

Les parties conviennent de détailler dans le plan de progrès :

- Les objectifs poursuivis
- Les indicateurs de suivi et d'évaluation des résultats
- Les actions à la charge du titulaire
- Les actions à la charge du pouvoir adjudicateur
- Les moyens et ressources mobilisées pour mener ces actions
- Le calendrier prévisionnel de chacune des actions
- Les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers

Dans l'hypothèse où la mise en œuvre du plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché notamment les conditions financières (ex : partage du gain si l'objectif est financier), il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

En revanche, lorsque les modifications du plan de progrès n'impliquent aucune révision des stipulations contractuelles ou financières, celles-ci pourront être formalisées par simple échange de courriers.

ARTICLE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

10.1 Modalités de gestion des bons de commande

L'exécution des prestations est conditionnée à l'émission de bons de commandes au fur et à mesure de l'apparition des besoins. Les bons de commande peuvent être adressés dès la notification de l'accord-cadre et jusqu'à sa date limite de validité.

De plus, il est précisé que la formation pourra être annulée ou sera annulée dans les cas expressément prévus à l'article 5.4 du CCTP.

Par ailleurs, il est précisé que :

- Toute annulation ou arrêt d'exécution d'un bon de commande ne pourra pas faire l'objet d'une indemnité résultant de la perte de marge bénéficiaire en faveur du titulaire.
- Toute annulation ou arrêt d'exécution d'un bon de commande pourra faire l'objet **d'une indemnisation résultant des frais engagés dans le cadre de ce bon de commande si le titulaire du bon présente, dans les 15 jours suivant l'annulation ou l'arrêt d'exécution, les justificatifs permettant de caractériser les frais engendrés.**

Les délais d'exécution des bons de commande (formation) sont indiqués dans le CCTP.

10.2. Conditions tenant aux intervenants

Les intervenants figurant dans la réponse technique du candidat sont les seuls à être amenés à dispenser les formations.

En cas de remplacement d'un intervenant en cours de marché, le titulaire consulte préalablement l'Université qui approuvera ou non le nouvel intervenant.

En cas de manquement grave et/ou répété de l'intervenant, le titulaire est tenu de changer d'intervenant le plus rapidement possible. A l'issue de ce manquement, deux cas de figure possibles :

Manquement signalé pendant une session en cours :

Lorsque qu'un manquement grave est signalé au cours d'une session de formation destinée à se poursuivre le jour même, l'après-midi ou le lendemain, le titulaire du marché est tenu de procéder, **sans délai**, au remplacement de l'intervenant concerné si le pouvoir adjudicateur n'est pas en capacité de décaler le reste de la formation.

En cas de manquement, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues et les sanctions pénales et civiles en découlant à l'article 13 du CCAP.

Manquement signalé après la fin de la session :

Lorsque le ou les manquements (graves ou répétés) sont signalés par l'Université après la tenue des sessions de formation encadrées par l'intervenant en cause, le deuxième formateur désigné pour le lot doit se substituer à celui-ci. Toutefois, s'il n'est pas disponible, le titulaire s'engage à proposer une solution efficiente afin d'assurer la continuité de l'exécution du marché.

A l'issue de ce délai, si le titulaire ne s'est pas soumis à cette obligation, l'Université se réserve le droit de lui appliquer des pénalités et de résilier pour faute le marché conformément aux articles du CCAP.

Le formateur est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute demande spécifique des stagiaires avant de formuler une réponse (changement d'horaires de la formation, nouvelle demande de formation...)

10.3 – Clause de dérogation au principe d'exclusivité de passation des bons de commande

Si les termes de l'accord-cadre ne sont pas adaptés à la parfaite satisfaction des besoins de l'Université de Lille, celle-ci se réserve la faculté de déroger ponctuellement au principe d'exclusivité de passation des bons de commandes avec le titulaire de l'accord-cadre en s'adressant à un ou des prestataires autres que le titulaire précité dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics et des règles de passation des marchés publics de l'Université.

Le recours à cette dérogation ne dispense pas l'Université de respecter son engagement de passer des bons de commande à hauteur du montant minimum de l'accord-cadre. Par

CCAP-2025.20

ailleurs, rien n'interdit au titulaire de l'accord-cadre de postuler à l'attribution des marchés publics correspondant aux commandes effectuées hors accord-cadre.

10.4 – Clause de réexamen

10.4.1 – Modalités de modification du plafond maximum de l'accord-cadre

En vertu de la présente clause de réexamen, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une modification du présent accord-cadre, aux fins d'augmenter la quantité maximale initialement prévue pour le lot concerné, en vue de l'anticipation de l'atteinte de ladite quantité. **Cette faculté pourra être exercée lorsque 90 % de la quantité maximale prévue pour le lot auront été consommés dans un délai de 3 ans suivant le début d'exécution de l'accord-cadre.**

Si ces conditions sont respectées, les parties s'engagent à formaliser, par avenant, le nouveau plafond étant entendu que **cette augmentation ne peut excéder 20% de la quantité maximale par lot fixée dans le marché.**

10.4.2 – Modification du format de la formation

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut, en cours d'exécution du marché, apporter des modifications non substantielles aux actions de formation prévues telles que l'ajout d'une journée de formation, sous réserve de l'accord écrit préalable du titulaire. Cet accord peut porter sur une formation en cours d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur pourra, le cas échéant, notifier au titulaire de nouvelles prescriptions techniques relatives à ces modifications, par tout moyen permettant d'en assurer la date de réception, notamment par courrier de notification.

10.5 – Réalisation de prestations similaires

Pour chaque lot, il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter du début d'exécution de l'accord-cadre initial. Le(s) montant(s) de ce(s) nouveaux marché(s) cumulé(s) avec le montant du marché initial concerné (tous lots confondus), passé après mise en concurrence, sera inférieur au seuil européen de 750 000 € (MAPA service spécifique).

Pour chaque marché de prestations similaires à l'accord-cadre, le titulaire s'engage à respecter à minima les prix concernés de l'accord-cadre initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par l'Université de Lille.

En cas de refus de l'Université de Lille d'accepter un quelconque dépassement des prix concernés, le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de ce refus pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations que ce soit dans le cadre de l'accord-cadre initial ou du marché de prestations similaires.

ARTICLE 11 - PRIX

L'unité monétaire de compte du marché est l'euro.

11.1 Contenu de prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG PI 2021, il est précisé que les prix incluent tous les frais résultants de l'exécution des prestations confiées au Titulaire, y compris les frais généraux, impôt, taxes, ainsi que les assurances que le Titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG PI 2021, les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations, c'est-à-dire au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations de maintenance, lors de l'établissement de son offre financière. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

11.2. Forme de prix

Le marché est traité à prix unitaire.

Les prestations du présent accord cadre réalisés à l'occasion de chaque bon de commande émis par le maître d'ouvrage seront rémunérés en application du devis proposé et établis sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU.

11.3. Révision de prix

Les prix sont fermes et non actualisable jusqu'au 31/12/2026 puis révisibles annuellement sur demande du titulaire au 1^{er} janvier de chaque année à partir du 1^{er} janvier 2027 selon la formule de révision suivante :

$$P_n = P_0 \times (I_n / I_0)$$

P_n = Nouveau Prix

P_0 = prix à la remise de l'offre

I_n est le dernier indice disponible à la date prévue pour la révision du prix (1er janvier de l'année), même temporaire
 I_0 est l'indice en vigueur à juillet 2025
 I est l'indice SYNTEC

11.4. Clause de substitution de l'indice prévu à l'article 11.3 du CCAP

En cas de disparition, en cours d'exécution du présent accord-cadre ou d'un marché subséquent issu du présent accord-cadre, d'un indice référencé pour le calcul de la variation des prix à l'article 11.3 du présent CCAP, le titulaire s'engage à notifier sans délai cette situation à l'Université, en fournissant toutes les informations pertinentes et disponibles concernant cette disparition.

Suite à cette notification, les parties se réuniront dans un délai de 30 jours maximum pour examiner de bonne foi les alternatives possibles et convenir d'un nouvel indice de substitution qui reflète au mieux les variations économiques affectant le coût des prestations objet du marché. Les parties s'efforceront de sélectionner un indice qui assure une équivalence économique avec l'indice disparu, afin de maintenir l'équilibre financier du contrat.

Une fois le nouvel indice de substitution convenu, les modalités de son application pour le calcul de la variation des prix seront formalisées par un avenant à l'accord-cadre. Cet avenant précisera la date d'effet du nouvel indice, ainsi que toute modification nécessaire des formules de révision des prix initialement prévues.

En attendant la formalisation du changement d'index/indice par avenant, les parties conviennent que la variation des prix sera temporairement suspendue. Une régularisation sera effectuée rétroactivement une fois le nouvel index/indice appliqué si cela est prévu explicitement par l'avenant.

11.5. Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, l'Université de Lille se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année est supérieure à 3% du prix retenu lors de la notification.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier la hausse exceptionnelle selon les justifications transmises.

ARTICLE 12 - VÉRIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par l'Université, conformément aux dispositions prévues par les articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Le délai imparti pour l'Université pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application des dispositions de l'article 28.2 du CCAG-PI.

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés. Au cas où l'université découvrirait, après admission, des défauts, elle en avise le titulaire dans les délais les plus brefs. Ce dernier procède alors à leur remplacement par retour du courrier.

Toute contestation fait l'objet de l'établissement immédiat d'un document écrit, dans lequel l'université consigne ses réserves et ses observations et l'adresse au titulaire.

En cas de défaillance du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur fera application des articles 36 et suivants du CCAG-PI.

ARTICLE 13 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Conformément à l'article 33 du CCAG-PI, l'Université n'acquiert ni la propriété, ni la méthode, ni le savoir-faire du titulaire. Le titulaire demeure propriétaire de la méthode, du savoir-faire et des supports pédagogiques fournis.

En application des dispositions du code de la propriété intellectuelle et du CCAG-PI, l'Université n'est pas propriétaire du contenu des cours préparés et dispensés par le titulaire. Elle ne dispose d'aucun droit d'auteur et n'est pas autorisé à les dupliquer et à les diffuser sauf autorisation écrite et préalable du titulaire.

L'Université ne dispose ni du droit de publication, ni du droit de reproduction, ni du droit d'adaptation des supports pédagogiques fournis par le titulaire.

A contrario, l'Université demeure propriétaire des supports fournis au titulaire. A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront d'aucune manière que ce soit donner prise à la constitution d'un droit d'auteur que le titulaire pourrait opposer à l'Université ou à des tiers.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

Le délai contractuel d'exécution est le délai d'exécution de la prestation.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI, la prolongation éventuelle du délai d'exécution est accordée par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités pouvant être imputés au titulaire sont décrites ci-dessous :

- Pénalité pour annulation d'une session du fait du titulaire : en cas d'annulation par le titulaire d'une session de formation à moins de 5 jours ouvrés avant la date de début de session, une pénalité de 30% du bon de commande émis sera appliquée.
- Pénalité pour manquement grave de l'intervenant : en cas de manquement relevant d'une particulière gravité à l'encontre d'un intervenant, le titulaire s'expose à une pénalité de 500 € TTC par manquement.
Peuvent notamment être considérés comme manquement grave (liste non exhaustive) :
 - Absence de changement de l'intervenant mis en demeure dans le cadre de l'article 10.3 du CCAP
 - Non-respect des principes de la République mentionnés à l'article 6 du CCAP
 - Non-respect des considérations sociales présentes dans le CCTP

- Pénalité pour manquements répétés de l'intervenant (retard d'exécution) : en cas de manquements répétés de l'intervenant, notamment en cas de retards d'exécution, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté, à compter du troisième manquement de nature identique. Peuvent notamment être considérés comme manquements répétés (liste non exhaustive) :
 - Non-respect de la démarche de progrès
 - Non-respect des clauses environnementales
 - Retard ou non-remise du devis dans le délai de 5 jours
- Pénalité pour mauvaise exécution de la prestation : en cas de taux d'insatisfaction supérieur à 50 %, constaté sur les résultats des questionnaires de fin de session pour deux sessions consécutives animées par un même formateur, une pénalité forfaitaire de 100 € TTC pourra être appliquée au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités pour retard sans mise en demeure du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas limité à un pourcentage du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Pour tout défaut d'exécution du marché, outre les pénalités applicables prévues dans le CCTP et le CCAP, il sera fait application de l'article 27 du CCAG-PI qui prévoit l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire défaillant après une mise en demeure de 15 jours francs restée infructueuse.

De manière générale, la résiliation éventuelle du marché s'appliquera conformément aux dispositions du chapitre 7 (résiliation) du CCAG-PI (articles 36 à 42).

ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT

15.1 - Facturation

La facture est adressée après passation de l'ordre à l'éditeur par le titulaire.

15.2 – Présentation des factures

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution.

Cette transmission de factures se fait par l'utilisation du portail Chorus Pro.

Le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facture, libellée " Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88130029754, pas de Code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous voudrez envoyer un mail à : facturier-ulille@univ-lille.fr

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- la mention : « Marché n°2025.20 – LOT 1 (ou LOT 2, LOT 3,) »
- la référence du devis
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison / intervention,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- la désignation en clair de la prestation,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC),

Les sommes dues sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service facturier.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De surcroît, conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

Courrier électronique : facturier-ulille@univ-lille.fr

CCAP-2025.20

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

Le comptable assignataire de la dépense est :

Agent Comptable de l'Université de Lille

Rue du Barreau

BP60149

59653 Villeneuve d'Ascq

15.3 - Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R.2191-55 du Code de la commande publique est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau BP60149, 59653 Villeneuve d'Ascq).

15.4 - Cautionnement

Le titulaire de l'accord-cadre est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

15.5 – Paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont régies par les dispositions de l'article 11 du CCAG-PI. L'accord-cadre donnera lieu à l'établissement de règlements partiels définitifs. Chaque bon de commande fera l'objet d'un règlement définitif correspondant au paiement de l'intégralité des prestations exécutées, après décision de réception prononcée sans réserve, laquelle vaudra admission desdites prestations.

ARTICLE 16 - AVANCES

Eu égard à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande (formation management), aucune avance forfaitaire ne sera versée étant donné que les délais d'exécution des bons de commande sont systématiquement inférieurs à 2 mois (article R2191-16 du Code de la commande publique).

ARTICLE 17 – CHANGEMENT AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portée sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 18 - RÉILIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord cadre à bons de commande dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-PI.

En outre et par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différente des prestations prévues à l'acte d'engagement, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée mise en demeure.

Il est précisé également que le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a droit à être indemnisé, uniquement, de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

ARTICLE 19 LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leurs différends.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre l'université et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Tout contentieux juridictionnel survenant au cours du présent marché sera du ressort du Tribunal Administratif de Lille.

ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Il est dérogé aux articles du CCAG-PI, respectivement par les articles suivants du présent CCAP :

Articles du CCAP	Articles CCAG-PI
11.4	36
14	14 / 14.1 / 14.2 / 14.3
17	36 / 40

Fait en un seul original,
A , le.....

A Lille, le

Le Représentant désigné de la société
(Nom, signature et cachet commercial)

Le Pouvoir Adjudicateur